



*Au service
des peuples
et des nations*

Document de Projet

Titre	Renforcement des capacités des acteurs étatiques et non étatiques du processus électoral en République du Congo
UNDAF Effet:	D'ici 2013 les institutions et les acteurs nationaux assurent la promotion et le respect des droits humains, ainsi que la gestion efficace et transparente des ressources publiques en vue de la consolidation de la paix, de la sécurité et de l'Etat de droit.
Effet CP/CPAP	Le renforcement des capacités des institutions et l'établissement d'une gouvernance démocratique transparente et responsable sont assurés au niveau national et local.
Résultat 2010(s):	Les principaux acteurs du processus électoral (étatiques et non étatiques) participent de manière plus effective aux processus électoraux
Partenaire de réalisation:	PNUD
Parties responsables:	CAPE, FOSOCEL, Autres ONG, Media, CONEL, DGAE, CSLC, etc.
Bailleurs de fonds:	USAID, Union Européenne, PNUD, France

Brève Description

A travers le renforcement des capacités des acteurs étatiques et non étatiques du processus électoral en République du Congo, ce projet vise à la réalisation de l'effet suivant du Programme pays 2009-2013: "Le renforcement des capacités des institutions et l'établissement d'une gouvernance démocratique transparente et responsable sont assurés au niveau national et local." En effet, le projet prévoit un soutien aux organisations d'acteurs étatiques et non étatiques pour une organisation plus professionnelle et un déroulement plus libre, transparent des élections, une participation plus effective de la société civile au processus électoral qui commencera 2012 et pour une communication indépendante sur les élections à venir. La mise en œuvre, le suivi et l'évaluation de ce plan de travail seront basés sur les procédures DEX/DIM. Dans ce cadre-là, le Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation figure comme partenaire d'exécution, le PNUD comme partenaire de responsable. Ce dernier peut recourir à des partenaires de réalisation pour livrer certains produits. Un comité de pilotage présidé par le Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation assurera la coordination des activités du projet.

Période du Programme : 2009 - 2013

Domaine de Résultat clé (Plan stratégique):
Gouvernance et Consolidation de la paix

Atlas Award ID: _____

Date de début: Mars 2011

Date de fin: Décembre 2013

Arrangements de gestion: Mise en œuvre directe (DEX)

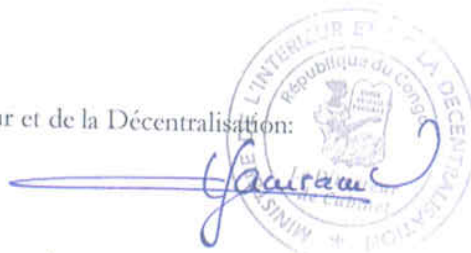
Budget PTA

Total de ressources requises :

Total de ressources allouées:

- Régulières
- Autres:
 - PNUD \$300 000
 - USAID \$ 280 000
 - France 15 000 euros
 - EU 600 000 euros
 - Gouvernement _____

Agrée par le Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation:



Seraphin ONDELE, Directeur de Cabinet.

Agrée par le PNUD:

RIMTETA Ranguebaye, Chargé de Bureau



I. SITUATION ANALYSIS

Depuis le début des années 90, la République du Congo a mis fin au monopartisme qui prédominait depuis 30 ans et, à la faveur de la Conférence Nationale Souveraine en 1991, s'est engagée dans un processus de démocratisation ayant abouti à l'adoption d'une première Constitution démocratique en 1992. La démocratie naissante a cependant été mise à rude épreuve dès après l'élection présidentielle de 1992 et des troubles réguliers ont émaillé la situation socio-politique du pays, notamment en 1993, 1994 et 1997.

Toutefois elle a renoué avec le processus démocratique interrompu au cours des années 90, suite à l'adoption, par référendum populaire, d'une nouvelle Constitution le 20 janvier 2002. Dans la foulée, les premières élections législatives, locales et présidentielle ont été organisées et les institutions démocratiques prévues par cette Constitution mises en place. En effet, depuis 2002, mis à part le Département du Pool où les tensions ont persisté jusqu'en 2007, le pays a connu une période de calme et de stabilité ce qui lui a permis de poursuivre ses efforts de reconstruction et de consolidation de la démocratie. C'est ainsi que le Congo s'est doté d'une loi sur les partis politiques, a mis en place la Commission Nationale d'Organisation des Elections (CONEL) et a amorcé, avec l'appui du PNUD, le renforcement des capacités des leaders et membres des partis politiques.

Respectant les échéances prévues par la Constitution, le Congo a organisé les deuxièmes élections législatives en 2007, tandis que les élections locales dont l'organisation a connu un léger retard ont pu se tenir en 2008. Contrairement aux élections de 2002, il convient de relever que celles de 2007 et 2008 se sont tenues sur l'ensemble du territoire national, y compris le Pool, et ont vu la participation de tous les partis politiques. Mais, ces efforts ont été émoussés par le retard qu'a enregistré le calendrier de ces deuxièmes élections. Ces élections ont également été caractérisées par un dialogue insuffisant entre les acteurs politiques, des difficultés dans la préparation et l'organisation, et une faible participation des électeurs. C'est également en respect de ces échéances, que la 2^{ème} élection présidentielle a été organisée le 12 juillet 2009.

Bien que ces élections se soient déroulées sans heurts apparents, on note toutefois la faible participation des populations aux élections. Bien que le taux de participation des femmes, des jeunes, des peuples autochtones et des personnes vivant avec handicap était méconnu, des faits permettent d'affirmer qu'il était faible.

La société civile congolaise a participé activement à ce renouveau démocratique en se posant comme partenaire incontournable de la mobilisation populaire à travers des activités d'éducation civique et d'observation nationale des élections. En effet, dans la perspective des élections législatives et locales prévues en 2007, deux plateformes de la société civile, dénommées le forum de la société civile pour les élections libres et transparentes (F'OSOCEL) et la Coordination d'Appui au Processus Electoral (CAPE) ont été mises en place avec l'appui de l'institut Vie et Paix, une ONG internationale de défense des droits de l'homme. Ces plateformes qui regroupent plusieurs organisations de la société civile ont organisé au cours des derniers scrutins, des activités d'éducation civique et ont déployé des observateurs dans plusieurs départements du pays. Des rapports sur l'observation de ces scrutins ont été publiés et adressés aux autorités du pays et à l'ensemble des partenaires au développement. Toutefois, en dépit de son engouement et de leur volonté de jouer le rôle de contrepoids sur les questions liées à la préparation, à l'organisation et au déroulement du processus électoral en République du Congo, la société civile congolaise présente beaucoup de lacunes dans ses capacités managériales, des difficultés à rédiger et mettre en œuvre un programme d'éducation civique, à organiser une mission nationale d'observation des élections. Ces lacunes se ressentent sur la qualité et la nature de ses interventions et des rapports produits.

Aussi, dans la perspective des élections législatives prévues en 2012 et locales en 2013, certains partenaires au développement dont le PNUD, l'Ambassade des USA, l'Union Européenne et la France, à la demande des organisations de la société civile, ont convenu de renforcer la participation de cette dernière dans le processus électoral au Congo à travers un renforcement des capacités des organisations et un programme de financement de leurs actions sur le terrain en vue d'accroître la participation des populations et particulièrement des groupes défavorisés aux prochaines élections. Un accent particulier sera mis aussi sur le renforcement des capacités professionnelles des journalistes pour une meilleure couverture médiatique du processus électoral et des efforts de la société civile sur le terrain.

Dans la continuité de l'appui apporté en 2009 à la DGAE et la CONEL, le PNUD et l'Union Européenne ont aussi convenu d'apporter une fois de plus un appui institutionnel à ces deux structures et au Conseil Supérieur de la Liberté de Communication dans le cadre de la préparation des élections législatives de juillet 2012 et des élections locales de 2013.

STRATEGY

Le PNUD considère les élections comme la pierre angulaire de la démocratie. C'est ainsi qu'il a développé un programme global d'appui au cycle électoral (GPECS) qui définit une approche harmonisée de l'appui électoral, axée sur les processus plutôt que sur les événements. Ce programme permet à ce que les pays en développement reçoivent l'aide dont ils ont besoin, tout en offrant aux bailleurs de fonds un créneau unique pour investir de manière stratégique dans les élections en conformité avec la Déclaration de Paris de 2005 et de renforcer l'enracinement de la démocratie. Ce qui permet d'améliorer les relations entre les organes d'administration des élections et d'autres parties prenantes clé aux processus électoraux, tels que les partis politiques, la société civile et les médias. Au sujet de la société civile, pour sa part, M. Ban Ki-Moon, Secrétaire Général des Nations Unies a indiqué que « notre mission est fondée sur une vérité fondamentale et universelle au sujet de la démocratie, à savoir que celle-ci est, in fine, le produit d'une société civile robuste, active et énergique. Une société civile présentant ces caractéristiques encourage le civisme et permet aux régimes démocratiques de fonctionner ».

Ce projet visera justement à renforcer la participation de la société civile dans les processus électoraux en République du Congo, à travers quatre volets ainsi qu'à renforcer les autorités étatiques impliquées dans le processus, à travers un cinquième volet.

Le premier volet de la stratégie de mise en œuvre du projet consistera en la conduite d'une étude d'évaluation des besoins de cette société civile du point de vue organisationnel, institutionnel et opérationnel. Ceci permettra de faire une analyse des obstacles qui empêchent une participation efficiente et efficace de la société civile et des médias dans le processus électoral et de dégager les lignes du nouveau programme d'appui à la société civile pour le cycle électoral à venir. Pour ce faire, le PNUD recherchera dans son réseau global de partenaires qui inclut NDI, IDEA, IIES, GTZ et ACIÉ, un partenaire approprié qui aidera à développer les capacités nationales. Les médias bénéficieront également d'un appui des partenaires internationaux pour les aider à identifier la place qu'ils devraient occuper dans le processus électoral. Afin de compléter la rétrospective décrite ci-dessus il est également important qu'une analyse régulière du processus électoral en cours soit faite. Cela se fera à travers d'une enquête, le deuxième trimestre 2011. Cette enquête représentative aura pour objectif de connaître l'attitude des congolais et congolaises face aux élections législatives d'une part et leurs principales préoccupations quotidiennes d'autre part. L'enquête doit correspondre aux standards du métier et être conduite d'une manière professionnelle sur le plan méthodologique. Pour ce faire, il faudra faire recours à une institution internationale capable de mener cette enquête. Un partenariat sera à nouveau recherché dans le réseau

mondial du PNUD. Les résultats de ces enquêtes seront ensuite repris sous le volet communication. Et des actions de disséminations des résultats seront menées.

Il est également prévu de renforcer les capacités professionnelles des journalistes afin d'assurer une couverture médiatique indépendante et de qualité. Pour ce faire il sera important d'avoir une bonne stratégie de communication afin que les organisations de la société civile puissent faire passer leur message. Dans ce domaine, il est également envisageable de trouver des synergies avec le projet financé par l'UE et qui porte sur la formation des journalistes au centre de ressources pour la presse avec le concours de SYFIA. C'est également sous ce volet « accès à l'espace public » que les analyses et les enquêtes faites sous le premier volet vont être reprises et diffusées sous l'angle de la communication. Il sera capital que cette étape soit accompagnée par des professionnels des relations publiques, que les messages soient bien définis, que l'audience soit déterminée et que les moyens de communication et les stratégies de diffusion soient adaptés au message et à l'audience. Le timing, pour sortir les résultats des enquêtes, recommandations de la société civile et/ou contenu des analyses faites sur le processus électoral et/ou de la campagne, sera très important et il s'agira d'élaborer une réelle stratégie de communication englobant tous les produits réalisés sous les autres volets. Sous ce volet, la formation des ONG aux méthodes de sensibilisation, c'est-à-dire aux approches, stratégies, principes et aux techniques de l'activité de sensibilisation sera également réalisée. Cette phase connaîtra aussi la participation des réseaux de formation, de plateformes de journalistes existants et du Réseau national des radios locales du Congo (RNRLC).

Dans un troisième temps, les constats qui seront issus de l'évaluation des besoins mentionnée dans le premier volet de la stratégie s'agissant de la participation de la société civile elle-même, permettra d'améliorer l'engagement civique des citoyens, notamment des groupes défavorisés par l'élaboration et la mise en œuvre d'une campagne d'éducation civique. Plus précisément il s'agira dans un premier temps d'identifier des groupes cibles qui sont souvent oubliés par les campagnes classiques et qui pour des raisons diverses ne participent pas ou peu au processus électoral : les femmes, les peuples autochtones et les personnes vivant avec un handicap. Cette identification pourra se faire dès le début 2011. Par la suite, il s'agira d'élaborer avec des spécialistes et en relation avec les associations concernées un programme de formation des formateurs adapté aux besoins spécifique de ces groupes. L'objectif étant double, à savoir a) une meilleure connaissance de groupes défavorisés sur leurs droits et obligations dans le processus électoral et b) une augmentation du taux de participation par rapport aux années précédentes. Il sera par conséquent important d'établir une baseline avant le programme d'éducation civique. Une fois que les formateurs auront suivi le programme d'éducation civique, ils iront à leur tour former leurs pairs. Il s'agira par la suite d'établir un plan d'action qui précisera les points concrets à mettre en œuvre pour a) assurer la participation des groupes cibles aux élections et b) mesurer cette participation après les élections. L'identification des groupes cibles se fera au premier trimestre 2011, l'élaboration du programme de formation ainsi que la formation lors du deuxième trimestre. La formation des pairs aura lieu au cours du troisième ou quatrième trimestre. Le plan d'action s'établira également au cours du quatrième trimestre. Rapidement après les élections, il s'agira d'analyser le taux de participation des groupes cibles et d'intégrer ce résultat sous le deuxième volet « communication ». Ce volet sera mis en œuvre en partenariat avec la CONEL et le Haut-commissariat à l'instruction civique. Une expertise régionale sera recherchée pour l'élaboration et l'impression des supports qui serviront à la campagne d'éducation civique. De plus, l'un des vecteurs retenus par le projet dans le cadre de la campagne de sensibilisation des populations est la sensibilisation par le théâtre. A cet effet, cette mission sera confiée à une ONG locale qui œuvre dans la promotion du théâtre et le développement socio culturel.

Le quatrième volet de la stratégie consistera à renforcer les capacités de la société civile dans l'observation nationale des élections. Il s'agira plus spécifiquement de rechercher encore des partenariats avec des ONG internationales telles que GTZ pour la réalisation des activités de renforcement des capacités de la société

Plan Annuel de travail

Année: 2011/2012

Résultats attendus <i>And baseline, associated indicators and annual targets</i>	Activités planifiées <i>List activity results and associated actions</i>	Cadre Chronologique				Partie Responsable	BUDGET PLANIFIÉ	
		T1	T2	T3	T4		Source de Fonds	Description dans le budget
Gestion du Programme	<ul style="list-style-type: none"> * Salaires du Staff **Fonctionnement *** Mission de suivi ****Evaluation ***** Audit 							118140, 23
<p>Cible 1 : Analyse des besoins, de l'attitude et de la capacité de la société civile à participer efficacement au processus électoral en République du Congo</p> <p>Indicateurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> -Les rapports sur les besoins de la population, des plateformes de la société civile et media - Enquêtes sur l'attitude des congolais et congolaises face aux élections législatives et locales <p>Baseline :</p> <p>Absence d'évaluation des besoins, de l'attitude et de la capacité de la société civile à participer pleinement au processus électoral</p>	<p>Action 1 : Analyser les obstacles d'une participation effective de la société civile au processus électoral en conduisant une évaluation des besoins :</p> <ul style="list-style-type: none"> - De la population (femmes et groupes vulnérables) - Des organisations de la société civile - Des media <p>Action 2 : Conduire une enquête sur l'attitude des congolais et congolaises face aux élections législatives et locales</p> <p>Action3 : Organiser une conférence publique en vue de partager les principaux résultats de l'enquête</p> <p>Action4 : Imprimer et publier le rapport</p>					Expert régional	USAID/EU/PNUD USAID/PNUD	169 170, 38

	<p>Cible 2 : Renforcer les capacités professionnelles des journalistes afin d'assurer une couverture médiatique indépendante et de qualité</p> <p>Indicateurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Nombre de formations - Existence du document de la stratégie de communication - Nombre d'articles, programmes radio/télé sur les élections <p>Baseline : Les journalistes n'ont pas les capacités pour assurer une couverture médiatique</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Action1 : Elaborer et mettre en œuvre une stratégie de communication - Action2 : Organiser des formations pratiques des journalistes sur les thématiques électorales - Action3 : Etablir un réseau de journalistes couvrant les élections 	X	X	CRP	PNUD/FRANCE	37 911, 61	
--	---	--	---	---	-----	-------------	------------	--

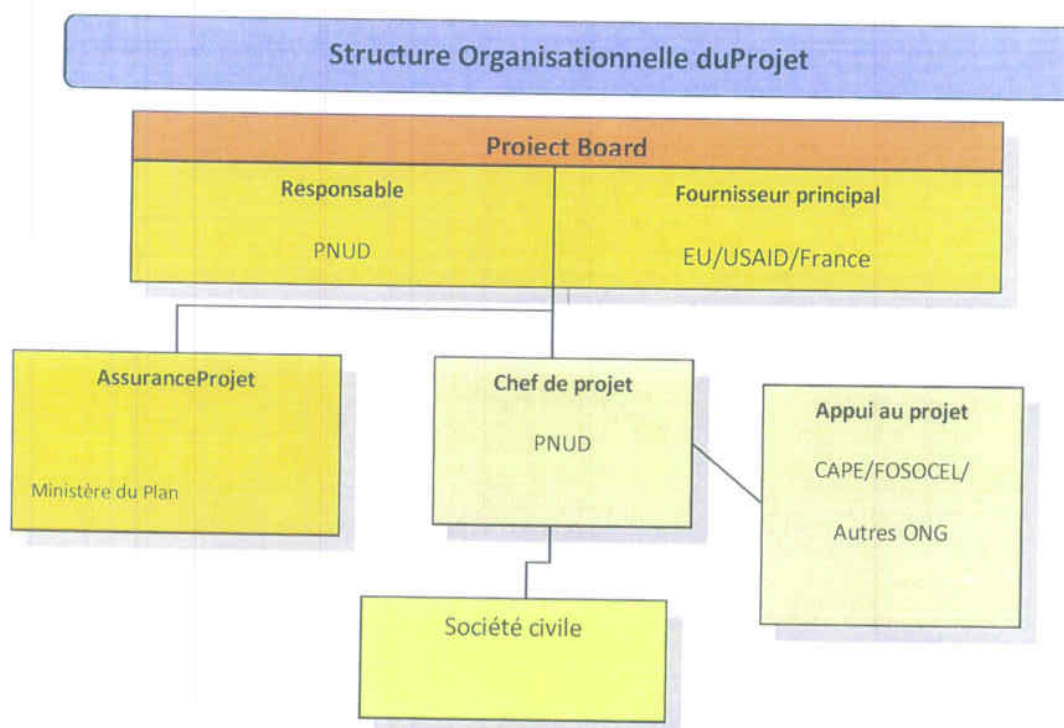
<p>Indépendante et de qualité (peu d'articles et de programmes radio et télé)</p> <p>Cible 3 : Améliorer l'engagement civique</p> <p>Indicateurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> -Nombre de sessions de formation sur le programme de campagne -Nombre de réunions publiques -Nombre des émissions de radio -Nombre des émissions de télévision -Nombre d'illustrations, posters et dépliants élaborés et distribués -Nombre de messages textes envoyés <p>Baseline :</p> <p>Les organisations de la société civile ne disposent pas (peu de débats publics et peu de documents électoraux en langues nationales)</p>	<p>Action1 : Organiser la formation des formateurs</p> <p>- Action2 : Appuyer l'élaboration d'un programme d'éducation civique avec un accent particulier sur les groupes défavorisés : femmes, handicapés et peuples autochtones.</p> <p>- Action3 : Appuyer la mise en œuvre du programme d'éducation civique à l'approche des élections</p> <p>- Action5: Elaborer et distribuer des documents sur les procédures électorales, et pourquoi voter dans les deux langues nationales du Congo (illustrations, posters et dépliants)</p>	X	<p>CONEL, HCIC, CAPE, FOSOCEL, PNUD</p>	<p>EU/PNUD/USAID</p>	<p>132 311, 82</p>
---	---	---	---	----------------------	--------------------

<p>Cible 4 : Elaborer avec l'aide des partenaires internationaux, les capacités organisationnelles, logistiques et matérielles liées à l'observation nationale des élections.</p> <p>Indicateurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> -Nombre de session de formation -Couverture géographique de l'observation électorale -Bureaux de votes visités <p>Baseline :</p> <p>Les organisations de la société civile ne disposent pas de capacités suffisantes pour conduire une observation nationale rigoureuse</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Action1 : Formation de la CAPE et FOSOCEL et d'autres ONG sur l'élaboration des plans logistiques pour le déploiement des missions d'observation nationale. - Action2 : Appuyer le déploiement d'une mission d'observation locale des élections - Action1 : Organiser un dîner-débat avec les membres du gouvernement, les leaders politiques, les parlementaires et la société civile pour l'adoption de la loi sur la parité et la participation des femmes aux prochaines élections - Action2 : Organiser la formation des femmes candidates - Action3 : Organiser la formation des femmes en leadership. 	<p style="text-align: right;">X</p>				<p style="text-align: right;">101 095.21</p>
---	---	-------------------------------------	--	--	--	--

<p>Cible5 : Les capacités de la société civile sont renforcées sur le plaidoyer et le lobbying en vue d'une plus grande participation des femmes et des groupes vulnérables dans le processus électoral</p> <p>Indicateurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> -Loi sur la parité adoptée et promulguée -Dialogue entre la société civile et les partis politiques sur la participation des femmes -Nombre de femmes candidates plus élevé -Dialogue entre la société civile et le gouvernement la participation des femmes <p>Baseline :</p> <p>Faible participation des femmes au processus électoral</p>							95 910, 64
<p>Cible 6 :</p> <p>Outils de sensibilisation tels que théâtres et sketches conçus et ont servi de sensibiliser populations congolaises notamment les peuples autochtones, les femmes, les handicapés et les jeunes.</p> <p>Indicateurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Un programme de sensibilisation par le théâtre est disponible <p>Baseline :</p>	<p>Action1 : concevoir et mettre en œuvre un programme de sensibilisation des électeurs par le théâtre</p>	<p>X</p>	<p>X</p>	<p>Consultant international</p> <p>Troupes théâtrales locales</p>	<p>USAID</p>		102 732, 68

<p>La sensibilisation par le théâtre n'est pas un vecteur utilisé pour l'éducation des électeurs au Congo</p> <p>Cible 7 : Evaluation des besoins de la CONEL, DGAE et du CSLC pour l'organisation des élections législatives 2012, élaboration et mise en œuvre d'un programme d'appui</p> <p>Indicateurs : -Le rapport sur les besoins de la CONEL, DGAE, SCLC - la note sur les activités à mener pour renforcer les capacités de ces institutions Rapports des formations</p> <p>Baseline : Les institutions en charge des élections au Congo présentent des faiblesses quant à leur capacité à organiser des élections libres et crédibles</p>	<p>Action 1 : Evaluer les besoins des institutions en charge des élections : CONEL, DGAE, CSLC</p> <ul style="list-style-type: none"> - Action 2 : Assurer une assistance technique : <ul style="list-style-type: none"> - A la CONEL pour la conception et la publication d'un manuel d'éducation civique - A la DGAE et à la CONEL pour une formation BRIDGE sur opérations électorales - Au comité de suivi pour l'élaboration et la publication d'un guide pour l'observation électorale - Aux agents de bureaux de vote - A la DGAE pour un appui informatique et logistique - Au CSLC pour la formation des journalistes <p>Aux délégués des partis politiques dans les bureaux de vote</p> <ul style="list-style-type: none"> - Acquisition du matériel pour la CONEL, DGAE et CSLC 		<p>Expert régional</p> <p>Consultants internationaux</p>	<p>EU/PNUD</p>	<p>553 225, 72</p>
<p>TOTAL</p>					<p>1 386 557, 38</p>

II. MANAGEMENT ARRANGEMENTS



Le projet sera mis en œuvre par le PNUD qui est le partenaire de réalisation de ce projet. Ce dernier peut recourir à d'autres partenaires de réalisation pour livrer certains produits. Un comité de pilotage présidé par le Ministère du Plan assurera le pilotage stratégique du projet. Un comité de suivi technique se réunira tous les deux mois pour faire le suivi des activités du projet. Le PNUD renforcera également son unité de Gouvernance afin d'avoir une expertise permettant de mettre en œuvre et suivre le déroulement des activités.

III. Monitoring Framework And Evaluation

La mise en œuvre, le suivi et l'évaluation seront basés sur les procédures et les engagements respectifs du Gouvernement et du PNUD figurant dans le Plan d'action pour la mise en œuvre du Programme Pays (CPAP) 2009-2013:

Dans le cycle annuel du projet

- Sur une base trimestrielle, une évaluation de la qualité permettra d'enregistrer les progrès réalisés dans l'accomplissement des résultats clés du projet selon les critères de qualité et les méthodes définis dans le tableau ci-dessous.
- Le responsable du projet se doit de suivre et de renseigner sur d'éventuels problèmes ou changements qui surviendront, y compris lorsque ceux-ci seront résolus.

- Basée sur l'analyse initiale des risques soumis à l'annexe 1, le responsable du projet devra régulièrement actualiser les risques en revoyant le contexte environnemental qui peut affecter la mise en œuvre du projet.
- Un rapport trimestriel des progrès accomplis devra être soumis par le responsable du projet.
- Afin de permettre l'apprentissage au niveau institutionnel, un rapport sur les leçons apprises devra être soumis à la fin du projet.
- Un plan de suivi devra être élaboré pour permettre de suivre les actions et les événements clés relatifs à la gestion du projet.

Fin de projet

En plus des rapports trimestriels qui seront élaborés et présentés au comité de pilotage, un rapport de fin de projet sera préparé par le responsable du projet et partagé avec le comité de pilotage du projet et transmis aux bailleurs de fonds.

Quality Management for Project Activity Results

OUTPUT 1: Une étude d'évaluation de la participation de la société civile et des médias dans le processus électoral en République du Congo est menée		
Activity Result 1 (Atlas Activity ID)	Analyse de la capacité de la société civile à participer efficacement au processus électoral en République du Congo	Start Date: Mars 2011 End Date : Mai 2011
Purpose	Cette activité a pour objectif de faire une analyse des obstacles qui empêchent une participation efficiente et efficace de la société civile et des médias dans le processus électoral et de dégager les lignes du nouveau programme d'appui à la société civile pour le cycle électoral de 2012	
Description	<ul style="list-style-type: none"> - Organiser une évaluation des besoins pour une participation meilleure de la société civile et des médias dans le processus électoral et rédiger un programme complet de renforcement des capacités - organiser la validation du rapport -éditer le rapport 	
Quality Criteria How/with what indicators the quality of the activity result will be measured?	Quality Method <i>Means of verification. What method will be used to determine if quality criteria has been met?</i>	Date of Assessment <i>When will the assessment of quality be performed?</i>
Existence du rapport	rapport	A la fin de la mission
Activity Result 2 (Atlas Activity ID)	Renforcer les capacités professionnelles des journalistes afin d'assurer une couverture médiatique indépendante et de qualité	Start Date : Mai 2012 End Date:

ID)		Septembre 2012
Purpose	Cette activité a pour but d'améliorer la couverture médiatique des opérations pré et post électorales.	
Description	<ul style="list-style-type: none"> - Elaborer une stratégie de communication - Trouver des synergies avec le SYFA - Recruter des consultants internationaux pour la formation des journalistes 	
Quality Criteria <i>How/with what indicators the quality of the activity result will be measured?</i>	Quality Method <i>Means of verification. What method will be used to determine if quality criteria has been met?</i>	Date of Assessment <i>When will the assessment of quality be performed?</i>
Fiches d'évaluation de la formation	Fiches d'évaluation	A la fin de la formation
OUTPUT 2: Une campagne d'éducation civique est élaborée et menée au niveau national		
Activity Result 3 (Atlas Activity ID)	Améliorer l'engagement civique	Start Date: Novembre 2011 End Date: Juin 2012
Purpose	Le but de cet activité est de renforcer les capacités de la société civile dans l'élaborer des campagnes d'éducation et de rédiger une campagne d'éducation civique nationale pour les élections de 2012.	
Description	<ul style="list-style-type: none"> -recruter des consultants internationaux qui feront la formation des formateurs -appuyer l'élaboration d'un programme d'éducation civique avec un accent particulier sur les groupes défavorisés : femmes, handicapés et peuples autochtones. -appuyer la mise en œuvre du programme d'éducation civique à l'approche des élections - élaborer et imprimer des supports de la campagne d'éducation civique -mesurer la participation des groupes défavorisés après les élections 	
Quality Criteria <i>How/with what indicators the quality of the activity result will be measured?</i>	Quality Method <i>Means of verification. What method will be used to determine if quality criteria has been met?</i>	Date of Assessment <i>When will the assessment of quality be performed?</i>
Existence d'un programme d'éducation civique	La formation des formateurs	Après chaque formation
Existence du rapport de la formation	Rapports	Après quatre trimestres

des formateurs		
OUTPUT 3: les capacités de la société civile dans l'organisation des missions d'observation nationale des élections sont renforcées.		
Activity Result 3 (Atlas Activity ID)	Elaborer avec l'aide des partenaires internationaux, les capacités organisationnelles, logistiques et matérielles liées à l'observation nationale des élections.	Start Date: Septembre 2011 End Date: Juin 2012
Purpose	Le but de cette activité est de renforcer les capacités dans l'organisation des missions d'observation nationale des élections	
Description	-recruter des consultants internationaux qui assureront la formation des formateurs -appuyer l'élaboration des plans logistiques pour le déploiement des missions d'observation nationale Appuyer l'organisation d'une mission d'évaluation locale	
Quality Criteria <i>How/with what indicators the quality of the activity result will be measured?</i>	Quality Method <i>Means of verification. What method will be used to determine if quality criteria has been met?</i>	Date of Assessment <i>When will the assessment of quality be performed?</i>
Existence d'un programme d'éducation civique	Rapports des formations	Après chaque formation Après quatre trimestres
OUTPUT 4: Les capacités des institutions en charge des élections sont renforcées (CSLC, CONEL, DGAE, Comité de suivi)		
Activity Result 4 (Atlas Activity ID)	Évaluer les besoins des institutions en charge des élections : CONEL, DGAE, CSLC et apporter une assistance techniques aux dites institutions	Start Date : Janvier 2012 End Date: Juillet 2012
Purpose	Le but de cette activité est de renforcer les capacités des organes en charge des élections au Congo	

Description	Appui à la CONEL pour la conception et la publication d'un manuel d'éducation civique <ul style="list-style-type: none"> - A la DGAE et à la CONEL pour une formation BRIDGE sur opérations électorales - Au comité de suivi pour l'élaboration et la publication d'un guide pour l'observation électorale - Aux agents de bureaux de vote - A la DGAE pour un appui informatique et logistique - Au CSLC pour la formation des journalistes - Aux délégués des partis politiques dans les bureaux de vote - Acquisition du matériel pour la CONEL, DGAE et CSLC 	
Quality Criteria <i>How/with what indicators the quality of the activity result will be measured?</i>	Quality Method <i>Means of verification. What method will be used to determine if quality criteria has been met?</i>	Date of Assessment <i>When will the assessment of quality be performed?</i>
Existence d'un manuel d'éducation civique, du guide pour l'observation des élections	Rapports des formations	Après chaque formation Après quatre trimestres

IV. Legal Context

If the country has signed the Standard Basic Assistance Agreement (SBAA), the following standard text must be quoted:

Ce document ainsi que le CPAP signé par le Gouvernement et le PNUD constituent ensemble un document de projet mentionné par l'Accord de Base standard pour l'aide au pays (SBAA) et toutes les dispositions du CPAP s'appliquent à ce document.

Conformément à l'article III de l'accord de base standard pour l'aide, le partenaire de mise en œuvre est responsable de la protection et de la sécurité de son personnel et de ses biens propres, ainsi que des biens propres du PNUD qui lui sont confiés pour la mise en œuvre du projet.

Le partenaire de réalisation devra:

- a) mettre en place un plan de sécurité approprié et maintenir le plan de sécurité à jour, en prenant en considération la situation de sécurité dans le pays où le projet est mené
- b) assumer tous les risques et responsabilités liés à sa sécurité et l'exécution intégrale du plan de sécurité.

Le PNUD se réserve le droit de vérifier si un tel plan est mis en place, et de suggérer des modifications au plan si nécessaire. Le manque de complaisance et de mise en application d'un plan de sécurité approprié comme requis, sera considéré comme une infraction à cet accord.

Le partenaire de réalisation accepte d'entreprendre tous les efforts raisonnables pour s'assurer qu'aucun des fonds du PNUD reçus conformément au document de projet n'est employé pour fournir l'appui aux individus ou aux entités liés au terrorisme et que les destinataires d'aucun montant fourni par le PNUD sous ce projet,

n'apparaissent pas sur la liste maintenue par le Comité du Conseil de sécurité établi conformément à la résolution 1267 (1999). La liste peut être accédée à travers le lien ci-contre <http://www.un.org/Docs/sc/committees/1267/1267ListEng.htm>. Cette disposition doit être incluse dans tous sous-contrats ou sous-accords découlant de ce document de projet ».

ANNEX 1: RISK ANALYSIS

#	Description	Date Identifié	Type	Impact & Probabilité	Countermeasures / Mngt response	Owner	Submitted , updated by	Last Update	Status
1	Risque d'un report des élections		Political	Conflits ou remous dans le pays					
2	Mauvaise gestion des ressources allouées aux ONG		Financier Organisationnel	Risque de compromettre l'atteinte des résultats					
3									